

## Non, les collectivités ne jettent pas l'argent par les fenêtres, elles investissent utilement pour les habitants !

Le rapport publié lundi 14 octobre par la Cour des comptes à propos des finances publiques locales est une véritable déclaration de guerre aux collectivités locales, aux fonctionnaires territoriaux et aux habitants.

La population de notre commune est, dans sa très grande majorité, de condition modeste et subit de plein fouet les difficultés sociales. Les souffrances sont grandes ! De fait, l'offre très large de services publics locaux, la tarification adaptée à la situation de chaque famille, l'accompagnement et l'aide à la vie associative qui sont développés à Allonnes, n'ont qu'un seul objectif : répondre aux attentes et aux besoins des habitants, favoriser le bien vivre ensemble.

Or, comme les autres collectivités, nous subissons le gel des dotations, nous devons assumer de nouvelles dépenses décidées par l'Etat, et alors que nos recettes diminuent, la demande sociale explose pesant d'autant sur les budgets.

Aussi, constater que la Cour des Comptes, au nom d'un dogme – celui de la baisse à n'importe quel prix de la dépense publique – en appelle à un nouveau tour de vis à l'encontre des collectivités, est tout simplement insupportable !

Il faudrait dépenser moins, fermer des services publics locaux, réduire le nombre d'agents au service de la population, accepter de nouvelles diminutions de dotations, mettre en cause des investissements d'intérêt général réalisés à 75% par les collectivités.

L'austérité n'est pas la réponse à la grave situation financière que connaissent les collectivités et les habitants. Ce n'est pas en attaquant les collectivités sur leur capacité à répondre aux attentes et aux besoins des habitants que l'on sortira d'une spirale financière mortifère. Les salaires et les primes des personnels ne doivent pas devenir des variables d'ajustement à la recherche d'économies. Il est même scandaleux de voir les revenus des agents stigmatisés alors que le point d'indice est gelé depuis 2011.

Il est grand temps de trouver de nouvelles recettes, de mobiliser les sommes fantastiques qui, chaque année, sont détournées au profit d'intérêts égoïstes afin de les remettre au service du bien commun. L'action contre l'évasion fiscale, la taxation des actifs financiers, la suppression des exonérations fiscales aux plus grandes entreprises, sont quelques-unes des propositions qu'il est possible de mettre en œuvre, et il y en a bien d'autres ! Le Bureau municipal d'Allonnes en appelle à un grand débat national associant élus, habitants et personnels territoriaux, sur les finances publiques locales.